

Le travail social à l'ère de l'urgence climatique et écologique

Mémoire présenté à l'occasion des États généraux du travail social

Par Carole Dupuis

Le 15 septembre 2023

Présentation de l'auteure

Après avoir fait carrière comme communicatrice, gestionnaire et planificatrice dans le secteur privé, je milite à temps plein depuis 2014 au sein du mouvement citoyen pour une sortie rapide des énergies fossiles et pour une transition juste vers une société post-carbone. Je suis présentement porte-parole du *Mouvement écocitoyen UNEplanète*. Dans le passé, j'ai cofondé en 2015 *Saint-Antoine-de-Tilly – Milieu de vie*, un groupe citoyen qui a contribué au combat (victorieux) contre le projet de pipeline Énergie Est et contre l'établissement du gaz de schiste dans Lotbinière. De 2015 à 2018, j'ai été coordonnatrice générale du *Regroupement vigilance hydrocarbures Québec* (RVHQ), une fédération de groupes citoyens dont l'inlassable lutte a joué un rôle clé dans l'interdiction des forages pétroliers et gaziers finalement décrétée par le gouvernement Legault en 2021. De plus, j'ai fait partie des membres fondateurs du *Front commun pour la transition énergétique en 2015*, j'ai été membre du conseil d'administration de cette coalition de 2015 à 2022 et j'en ai présidé le CA de 2017 à 2021.

Le Front commun pour la transition énergétique regroupe aujourd'hui environ 80 organisations représentant 1,8 million de personnes des secteurs environnemental, citoyen, syndical, communautaire et étudiant. Il a lancé en septembre 2019 « Québec ZÉN », un ambitieux projet de dialogue social visant à coconstruire le Québec zéro émission nette de demain, plus résilient et plus juste. La phase 1 de Québec ZÉN a abouti à l'automne 2020 sur la publication de la *Feuille de route pour la transition du Québec vers la carboneutralité*, fruit de plus d'un an de travail ayant mis à contribution plus de 190 personnes appartenant à plus de 80 organisations ainsi qu'à une vingtaine de départements, chaires de recherches ou facultés de 12 universités. Loin de se limiter aux technologies, la Feuille de route vise à cibler les racines de ces crises systémiques et à fournir des balises conséquentes pour guider tous les aspects de la transition – techniques et politiques mais aussi de droits humains et de justice sociale. La résilience des collectivités y occupe une place prééminente et c'est ainsi que la toute première initiative de la phase 2 de Québec ZÉN, la phase de l'action, a ciblé l'échelle territoriale. Intitulée « Collectivités ZÉN », cette initiative lancée au printemps 2021 a pour but de rassembler les acteurs clés de tous les secteurs, dans les collectivités participantes, autour d'une démarche inclusive de transition vers une collectivité carboneutre, résiliente et solidaire, conçue par et pour le territoire, avec le soutien proactif du Front commun pour la transition énergétique et de partenaires nationaux.

Raison d'être de ce mémoire

N'étant pas moi-même travailleuse sociale et ne maîtrisant ni les concepts ni les pratiques de ce champ de compétences, c'est en toute modestie que je sou mets ce mémoire qui se veut un

témoignage et un appel plutôt qu'une contribution scientifique.

Il est presque devenu banal de le dire, mais l'imminence de l'emballement climatique et de l'effondrement de la biodiversité semble de plus en plus indiscutable. Il demeure toutefois possible d'en atténuer l'ampleur et de se préparer collectivement à y faire face le plus dignement possible, notamment en renforçant la résilience des collectivités territoriales et en atténuant les chocs qui frapperont tout particulièrement les plus fragiles – celles et ceux qui contribuent le moins aux crises mais sont les plus vulnérables à leurs pires conséquences.

L'échelle territoriale a été retenue pour la première initiative de la phase 2 de Québec ZéN car elle semblait la plus réaliste pour une action immédiate de transformation collective, comparativement à l'échelle individuelle (dont la portée est restreinte) et à l'échelle nationale (dont les rouages échappent à la majorité des gens). Une approche territoriale brise les silos sectoriels et permet d'adopter la perspective systémique nécessaire aux changements structuraux qui sont requis pour réaliser la transition socio-écologique. Cette échelle d'action se prête à un exercice approfondi de dialogue social autour de la transformation d'un territoire dont les caractéristiques physiques, les infrastructures, le tissu social, la structure économique, les relations de pouvoir et les normes sociales peuvent être appréhendés par la population qui y vit.

Le projet Collectivités ZéN, qui est en fait une expérience d'innovation sociale en cours depuis deux ans, a fait ressortir la pertinence, sinon la nécessité et même l'urgence d'une convergence des savoirs, des pratiques et des réseaux du mouvement de la transition socio-écologique d'une part et des spécialistes de l'action collective territoriale d'autre part. (Noter qu'il existe d'autres projets de transition territoriale au Québec et ailleurs dans le monde; j'émetts l'hypothèse que le constat qui précède s'applique également à ces projets.)

Multidisciplinaire par essence, le mouvement de la transition socio-écologique puise dans un immense bassin de connaissances sur les innombrables aspects des transformations politiques, sociales, économiques et techniques à opérer pour juguler la crise climatique et écologique. Bien que fortement axé sur la transversalité des problématiques, il est ancré dans une approche sectorielle (énergie, transport, industrie, bâtiment, urbanisme, alimentation, agriculture, consommation, déchets, mines etc.).

À l'inverse, le développement des communautés est un champ de connaissances et de pratiques qui rompt avec le découpage sectoriel des problématiques, privilégie une approche territoriale intégrée et « vise à agir sur toutes les dimensions du territoire, en travaillant collectivement à l'amélioration des conditions de vie des populations ».

Ainsi, comme l'illustre le diagramme de Venn ci-contre, la transition territoriale se situe à la confluence de ces deux champs d'expertise. Il est très difficile d'envisager une transition territoriale réussie sans l'apport soutenu des actrices et acteurs du milieu qui ont pour vocation le développement de la communauté et sont souvent issu.e.s du travail social. De même, il semble illusoire d'attendre des spécialistes de l'action collective territoriale qu'elles et ils maîtrisent tous les aspects humains, sociaux et scientifiques de la transition socio-écologique,

Recommandations

Sur la base de ce qui précède, je me vous soumetts les recommandations d'ordre général qui suivent, en espérant que vous saurez les traduire en mesures concrètes applicables dans les établissements d'enseignement et sur le terrain.

- Que les États généraux réclament des pouvoirs publics le financement nécessaire à la réalisation des recommandations qui suivent.
- Que les États généraux interpellent les unités de formation et les milieux de pratique en travail social afin de promouvoir l'action collective territoriale visant la transition socio-écologique.
- Que les États généraux interpellent les unités de formation et les milieux de pratique en travail social afin de créer des programmes de coformation entre les étudiantes/étudiants, chercheuses/chercheurs et praticiennes/praticiens de l'action collective territoriale et leurs vis-à-vis du secteur de la transition socio-écologique.
- Que les États généraux interpellent les milieux de pratique en travail social à l'échelle territoriale afin de les encourager à soutenir le réseautage et l'action collective entre eux-mêmes, leurs réseaux locaux d'acteurs et actrices clés dans tous les secteurs et les actrices et acteurs locaux de la transition socio-écologique.
- Que les États généraux du travail social interpellent les unités de formation et les milieux de pratique en travail social afin de mener des campagnes de sensibilisation et d'éducation sur la transition territoriale auprès du grand public et des acteurs et actrices influent.e.s dans leurs milieux respectifs..

Nota

Ce mémoire porte spécifiquement sur l'enjeu de la transition territoriale, où le besoin d'un fort engagement des actrices et acteurs du travail social, en complicité avec les actrices et acteurs de la transition, me semble particulièrement important et pressant. Ceci n'exclut toutefois pas la pertinence possible de développer d'autres types de contributions à la transition socio-écologique de la part du TS.

Remerciement

Je vous remercie de l'attention que vous porterez à mes recommandations et j'espère qu'elles contribueront utilement à la réflexion collective sur le travail social à l'ère de l'urgence climatique et écologique.